

## COMPTE RENDU ANALYTIQUE

### CONSEIL MUNICIPAL DU 4 AVRIL 2019

**Etaient présents** : M. Clément ROSSIGNOL PUECH, M. Franck JOANDET, Mme Fabienne FEDOU, M. Olivier GOUDICHAUD, Mme Isabelle FORET-POUGNET, M. Patrice VIVANT, Mme Amélie COHEN LANGLAIS, M. Jean-Etienne SURLEVE-BAZEILLE, M. Aurélien DESBATS, M. Cédric DUBOST, Mme Fabienne CABRERA, Mme Cathy CAMI, M. Philippe MARTIN, M. Marc CHAUVET, Mme Nadia BENJELLOUN-MACALLI, M. Benoît D'ANCONA, M. Pascal LABADIE, M. Guénolé JAN, Mme Christelle LAHAYE, Mme Zouina HAMMI-OUAHIOUNE, M. Kewar CHEBANT, M. Eric BENAYOUN, Mme Hilel BATIKHY, M. Mamadou NIANG, Mme Christine TEXIER, Mme Christelle BAUDRAIS, M. Thierry BEER DEMANDER, Mme Françoise MATHA-STEPANI, M. Bruno PALUTEAU, Mme Nathalie LE GUEN.

**S'étaient fait excuser et avaient donné délégation** :

Mme Edwige LUCBERNET à M. Olivier GOUDICHAUD  
Mme Isabelle BOUDINEAU à M. Benoît D'ANCONA  
Mme Isabelle TEURLAY-NICOT à Mme Isabelle FORET-POUGNET  
Mme Myriam MONTAGUT-LOBJOIT à Mme Fabienne FEDOU  
Mme Sandra JENSEN à M. Cédric DUBOST  
Mme Christelle LAHAYE à Patrice VIVANT à partir de la délibération n°4

**Absente** : Mme Zouina HAMMI-OUAHIOUNE pour la Motion BLANQUER

**Secrétaire de la séance** : M. Aurélien DESBATS

#### **MOTION BLANQUER**

Le Conseil municipal,

Souhaite interpellier Monsieur le Ministre de l'Education Nationale au sujet de diverses dispositions inscrites dans le Projet de Loi pour une école de la confiance.

*Il est prévu notamment la création d'Etablissements publics des savoirs fondamentaux (EPSF), regroupant les classes d'un collège et d'une ou plusieurs écoles d'un même secteur géographique, au sein desquels les écoles primaires concernées seront gérées administrativement de manière centralisée. Dans ce cadre, nous souhaitons relayer la crainte légitime des directeurs des établissements scolaires du primaire concernant leur avenir et le rôle indispensable d'interlocuteur principal qu'ils remplissent au quotidien vis-à-vis des parents d'élèves et des communes. Quelle légitimité pour eux demain en qualité d'adjoint en charge du premier degré ?*

*La création de ces structures, plus importantes et donc moins nombreuses, modifiera le ratio du nombre d'enseignants par élève, entraînant inévitablement la diminution du nombre d'enseignants par école et l'augmentation du nombre d'élèves par classe, avec des conséquences indéniables sur la qualité de l'enseignement et de l'accueil de chaque élève, la prise en compte de son individualité propre dans un collectif de travail.*

*Il est à craindre également que la publication, par le futur Conseil d'évaluation, de l'examen de l'organisation et des résultats de l'enseignement scolaire des établissements engendre une mise en concurrence entre établissements, pouvant être ressentie par les élèves eux-mêmes.*

*Ce projet de loi prévoit en outre la création de jardins d'enfants permettant de pallier le manque de structures rendues nécessaires pour l'accueil de l'ensemble des enfants âgés de 3 à 6 ans et pouvant également trouver leur utilité pour les collectivités qui peinent à financer des structures d'accueil petite enfance, indispensables notamment pour les enfants nés en fin d'année et ne pouvant être accueillis à l'école dès la rentrée scolaire. Dans ce cadre, quelle garantie en matière de présence, au sein de ces structures, d'enseignants de l'Education Nationale, aux côtés des professionnels de la petite enfance, pour une véritable continuité éducative ? Et quelles capacités financières données aux collectivités pour financer de telles structures ?*

L'abaissement de l'instruction obligatoire de 6 à 3 ans aura enfin des implications financières fortes pour les communes, qui devront verser un forfait aux écoles privées sous contrat, comme c'est déjà le cas pour les écoles élémentaires.

Nous ne pouvons que déplorer des décennies de désengagement de l'Etat. L'éducation est pourtant au cœur des compétences des communes et restera une priorité pour la Ville de Bègles, dont les choix au quotidien, faits dans le cadre d'un budget très contraint, ne peuvent être pris au détriment des élèves et d'un accueil de qualité. Dans le cas présent, la part de notre budget allouée à l'éducation devra nécessairement augmenter pour ne pas pénaliser l'accueil des élèves dans les écoles publiques de la commune.

Aussi, nous ne concevons pas la pertinence de l'obligation d'instruction dès l'âge de trois ans, celle-ci étant une réalité en France. L'immense majorité des enfants âgés de 3 ans et la totalité des enfants de moyenne section sont en effet déjà accueillis dans nos écoles maternelles, à l'exception, fait regrettable, des enfants porteurs de handicap, faute d'Auxiliaires de Vie Scolaire en nombre suffisant. Aujourd'hui, l'obligation de scolarisation de tous les enfants, inscrite dans ce projet de loi, n'apporte aucune garantie quant aux moyens humains et financiers dont disposeront les écoles pour accueillir et scolariser les enfants porteurs de handicap dans de bonnes conditions.

Par conséquent,

Le Conseil Municipal,

- Demande des précisions quant au devenir des directeurs des établissements des écoles primaires ;
- Demande des garanties au sujet de la pérennisation d'une éducation, délivrée à l'ensemble des enfants dès 3 ans, par des professeurs des écoles, agents de l'Education Nationale et formés par l'Etat, sur les temps scolaires, et par des agents des collectivités sur les temps périscolaires, avec de réels moyens humains et financiers donnés aux académies et aux collectivités pour poursuivre leur collaboration éducative quotidienne ;
- Demande au Gouvernement de ne pas pénaliser financièrement les communes avec l'instauration de cette obligation de scolarisation dès 3 ans, déjà effective en France ;
- Se positionne en faveur d'une école de l'égalité des chances ayant pour objectif principal un apprentissage de qualité dans des conditions de travail optimales permettant l'épanouissement de tous les enfants, y compris ceux étant en situation de handicap ;
- Annonce que la Ville ne se portera pas volontaire à la création *d'Etablissements publics des savoirs fondamentaux* sur son territoire.

**ADOPTÉE A LA MAJORITÉ – 31 VOIX POUR – 3 ABSTENTIONS**

**1. VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018**

- VILLE
- REGIE DES TRANSPORTS
- REGIE DES POMPES FUNEBRES
- REGIE DU PORT

Le Compte Administratif 2018 est **ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 1 CONTRE – 2 ABSTENTIONS – 1 NE PARTICIPE PAS**

**2. VOTE AFFECTATION DES RESULTATS CONSTATES AU COMPTE ADMINISTRATIF 2018**

- VILLE
- REGIE DES TRANSPORTS
- PORT
- POMPES FUNEBRES

**ADOPTÉE A LA MAJORITÉ – 31 VOIX POUR – 1 CONTRE – 2 ABSTENTIONS – 1 NE PARTICIPE PAS**

**3. APPROBATION DES COMPTES DE GESTION DE L'EXERCICE 2018**

- VILLE
- REGIE DES TRANSPORTS
- REGIE DU PORT
- REGIE DES POMPES FUNEBRES

**ADOPTÉE A LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 1 CONTRE – 2 ABSTENTIONS**

**4. VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2019 DE LA VILLE ET DE SON BUDGET ANNEXE**

- REGIE DES TRANSPORTS

Le budget primitif 2019 est **ADOPTÉE A LA MAJORITÉ :**

- **Section d'Investissement : 28 VOIX POUR – 1 CONTRE – 4 ABSTENTIONS – 2 NE PARTICIPENT PAS**
- **Section Fonctionnement : 28 VOIX POUR – 1 CONTRE – 4 ABSTENTIONS – 2 NE PARTICIPENT PAS**

**5. ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS AU TITRE DE L'ANNEE 2019**

Les subventions aux associations pour l'année 2019 sont approuvées par le Conseil Municipal.

**ADOPTÉE A LA MAJORITÉ : 31 VOIX POUR – 2 CONTRE – 1 ABSTENTION – 1 NE PARTICIPE PAS**

Ne participent pas au vote :

Pour le CGOS - M. ROSSIGNOL PUECH, Mme FEDOU, Mme CABRERA, M. MARTIN, M. CHAUVET, M. BENAYOUN, M. JOANDET, M. DESBATS, M. LABADIE

Pour le CREAC - Mme LUCBERNET, Mme BENJELLOUN-MACALLI

Pour REMUE-MENINGES - M. DUBOST, Mme JENSEN

Pour le CENTRE SOCIAL ET CULTUREL L'ESTEY - Mme FORET-POUGNET, Mme CABRERA, M. CHEBANT, Mme BENJELLOUN-MACALLI, Mme TEURLAY-NICOT, Mme LAHAYE, M. NIANG, M. BEER-DEMANDER

Pour le C.C.A.S. - Mme COHEN LANGLAIS, M. CHEBANT, M. D'ANCONA, Mme CAMI, Mme BAUDRAIS, Mme BATIKHY, Mme MATHA-STEPANI

Pour SAGE - Mme CAMI, M. DUBOST

Pour la MISSION LOCALE - Mme FEDOU, M. DESBATS, M. CHEBANT

Pour A.DE.L.E. - M. DESBATS, Mme FEDOU, M. JAN, Mme LAHAYE,

Pour le C.A.B. - M. JOANDET

Pour le C.A.B.B.G. AMATEUR - M. JOANDET

Pour BAGATELLE (CRECHE) - M. JAN

Pour l'Ecole Privée Sainte-Marie La Ferrade - M. DUBOST, Mme JENSEN

Pour l'Ecole Privée Jeanne d'Arc - M. DUBOST, Mme JENSEN

Pour BEGLES FRATERNITE - Mme FEDOU, M. GOUDICHAUD, M. D'ANCONA

Pour B3E CLUB ENTREPRISES - M. DESBATS

Pour le RENDEZ-VOUS DES TERRES NEUVES - Mme Christelle BAUDRAIS

Pour L'association sportive de PABLO NERUDA - M. MARTIN, M. LABADIE, Mme JENSEN, M. CHEBANT

Pour l'association sportive de BERTHELOT - M. D'ANCONA, M. LABADIE, Mme TEURLAY-NICOT, M. CHEBANT

Pour l'association sportive du LEP EMILE COMBES - Mme FORET-POUGNET, M. DESBATS, M. MARTIN, Mme MONTAGUT-LOBJOIT

Pour l'association sportive du LYCEE VACLAV HAVEL - Mme FEDOU, Mme CABRERA, M. MARTIN, Mme LAHAYE, M. CHAUVET

**6. FIXATION DU TAUX DES TROIS TAXES COMMUNALES POUR 2019**

Les taux des 3 taxes communales pour l'année 2019 sont fixés comme suit :

- TAXE D'HABITATION	25,01%
- FONCIER BATI	33,91%
- FONCIER NON BATI	82,60 %

**ADOPTÉE A LA MAJORITÉ – 29 VOIX POUR - 1 CONTRE – 5 ABSTENTIONS**

**7. DEMANDE DE SUBVENTION A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES POUR LA PRISE EN CHARGE DE POSTES DEDIES A L'INCLUSION DU HANDICAP**

Dans le cadre de l'appel à projets « Fond public et Territoire » le conseil décide de solliciter la Caisse d'Allocations familiales pour l'attribution d'une subvention de 56.840 € afin de mettre en place un dispositif permettant de détacher deux agents pour accompagner des parcours d'inclusions spécifiques (troubles autistiques, handicaps lourds) sur les secteurs maternels et élémentaires.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR**

**8. DEMANDE DE SUBVENTION A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES POUR LE FINANCEMENT D'UN PLAN DE FORMATION EN FAVEUR DE L'INCLUSION DU HANDICAP**

Afin de favoriser l'inclusion des enfants porteurs de handicaps visibles ou invisibles sur les structures municipales maternelles et élémentaires une subvention d'un montant de 4950 € est demandée à la Caisse d'Allocations Familiales dans le cadre de l'appel à projets « Fond public et Territoire » pour des actions de formation.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR**

**9. SUBVENTION A LA TECHNOPOLE BORDEAUX TECHNOWEST**

Il est décidé d'accorder à la technopole Bordeaux Technowest une subvention de fonctionnement de 35.000 € pour 2019, au titre de leur mission de développeur économique et d'animateur de la pépinière.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR**

**10. SUBVENTION A BORDEAUX UNITEC**

Une subvention de 15.000 € est accordée à l'Association UNITEC pour l'année 2019, au titre de l'animation de la pépinière de la Cité Numérique.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR**

**11. AVIS POUR DEROGATION AU REPOS DOMINICAL DES PERSONNELS DE DECATHLON**

Le conseil émet un avis favorable à la demande de dérogation au repos dominical des personnels de la société DECATHLON dans le cadre de son déménagement, le dimanche 21 avril 2019.

**ADOPTÉE A LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR - 3 CONTRE**

**12. CHANGEMENT DES DATES POUR LA FETE DE LA MORUE (ANNULE ET REMPLACE LES DELIBERATIONS N°35, N°36, N°37, N°38 DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 DECEMBRE 2018)**

Suite au changement des dates de la fête de la morue, il est décidé d'annuler les délibérations 35, 36, 37 et 38 du conseil municipal du 20 décembre 2018 et de les remplacer aux nouvelles dates de la fête.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR**

**13. DOTATION DE FOURNITURES AUX ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES**

Il est décidé de maintenir le budget « fournitures scolaires » alloué aux établissements scolaires de la Ville à compter du 2 septembre 2019, suivant le tableau ci-dessous :

Élève en maternelle	27.00 €
Élève en élémentaire	34.00 €
RASED	1 551.00€
ZEP	858.00 €
CLIS	242.00 €

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR**

**14. REMISE GRACIEUSE M. LEGROUX**

Il s'agit d'une dette concernant M. Geoffrey LEGROUX, correspondant aux consommations Educapass de ses enfants Pablo et Paloma LEGROUX. Le règlement n'avait pas pu être réalisé du fait d'un incident technique qui n'était pas imputable à la famille. Le conseil accorde une remise gracieuse d'un montant de 100 €.

**ADOPTÉE A LA MAJORITÉ – 34 VOIX POUR - 1 ABSTENTION**

**15. DENOMINATION DE VOIE – RUE ANDRE LAPELLETRE**

En 1945, la portion de rue située entre la rue Pierre Curie et la rue des Ecoles a été dénommée rue André LAPELLETTERIE (Béglais fusillé au Camp de Souge le 24 octobre 1941). Depuis cette date, une confusion existe quant à l'orthographe de cette voie à savoir rue LAPELLETTERIE ou rue LAPELLETRE.

Un courrier des ayants droits communiqué par les services de Bordeaux Métropole, rétablit l'orthographe de ce nom.

Le conseil prend acte de la dénomination de la rue André LAPELLETRE

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR**

**16. REMISE GRACIEUSE Mme MARQ**

Compte tenu de la situation économique de Mme MARQ, le conseil autorise à titre exceptionnel l'annulation du titre de recette de 100.66 €.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR**

**17. OPERATIONS IMMOBILIERES 2018**

Après l'adoption du Compte Administratif, le Conseil délibère sur le rapport concernant la politique foncière menée par la Ville en 2018. Pour ce qui concerne les cessions réalisées par la Ville, il s'agit principalement des opérations suivantes :

- De Bray 2 – terrain pour projet immobilier
- Immeuble Croix Rouge Place de la Liberté pour projet immobilier tertiaire

Pour ce qui concerne les acquisitions, la ville n'a réalisé aucune acquisition en 2018.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR**